

# Plaidoyer pour

**Les réformes politiques qui doivent intervenir au cours des prochains mois, concernant, notamment, la Constitution, la loi électorale, la loi sur les partis politiques, la loi sur l'information et la loi relative à la représentation de la femme dans les assemblées élues renvoient nécessairement à de nombreux questionnements qui animent la classe politique, la société civile et les citoyens de façon générale. L'avalanche de réformes successives depuis l'indépendance à nos jours, relatives principalement à la Constitution, justifie ces interrogations.**

## Rétrospective historique

En 1963, une Constitution est promulguée par le président Ahmed Benbella. Cette dernière, qui devait être le fruit d'une Assemblée constituante et le résultat d'un consensus politique national entre compagnons de combat, a été adoptée dans des conditions jugées douteuses et irrecevables par l'opposition de l'époque. Elle sera suspendue par le président Houari Boumediene en 1965. Ce dernier proposera, à son tour, une nouvelle Constitution en 1976, supposée émanée de la Charte nationale, qui serait une forme de consensus national. Cette Constitution était jugée à son tour par les opposants au pouvoir de dictatorialité, d'autoritaire et d'idéologique. Cette loi fondamentale, aurait fait le lit aux conditions de l'explosion du 5 octobre 1988, interprétée par beaucoup d'observateurs de la scène politique nationale comme un désaveu, un rejet et une condamnation par le peuple algérien de l'autoritarisme, du parti unique, de l'Etat partisan et de la politique d'exclusion. Aussi, sous la pression des manifestations et des émeutes, le président Chadli Bendjedid promulguera une nouvelle Constitution en 1989. Celle-ci, tout en introduisant des avancées certaines au plan des libertés, restera marquée par l'intention des politiques, des législateurs et du parti unique, d'ailleurs, de conserver coûte que coûte le pouvoir et de changer un peu pour ne pas changer du tout. La pression de la rue qui grondait, perçue comme le danger ultime qui menaçait le maintien au pouvoir et la sauvegarde des privilèges, couplée à l'expérience quant à la conduite d'un processus électif pluraliste, ainsi qu'à la discorde au sein du pouvoir politique et du parti unique — incapables d'imaginer et de conduire des stratégies pour rassurer et rassembler les citoyens face aux extrémistes de tous bords —, a conduit à l'émergence de l'intégrisme religieux sur fond de rébellion et de combats fratricides entre Algériens. C'est dans ce contexte de désaccords, de mécontentes généralisées, de conflits internes larvés et d'élections tenues dans la confusion, le désordre et le chaos que le processus électoral a été arrêté, l'Assemblée populaire nationale

(APN) dissoute et qu'intervint la démission du président Chadli Bendjedid.

## La gestion de la phase de transition

L'institution d'un Haut Comité d'Etat (HCE) dans une Algérie en ébullition et en rébellion a conduit à la mise en place de la Commission du dialogue national (CDN) à laquelle ont participé tous les partis politiques agréés. Le résultat de toutes les discussions a été d'aboutir à la tenue de la Conférence de l'entente nationale (CEN), qui devait se clôturer par la désignation d'un président de l'Etat, chef de l'Etat, par les partis politiques et en leur sein. Mais la situation avait pris une autre tournure. Ainsi, la Conférence de l'entente nationale a enregistré la défection de certains partis politiques notamment le FLN, le FFS, le RCD, le MDA... Cela a amené la Commission du dialogue national à modifier le texte initial, pour permettre au Haut Conseil de sécurité (HCS) de proposer une personnalité à la Conférence de l'entente nationale pour la désigner, par consensus, en tant que président de l'Etat disposant des pouvoirs et des prérogatives du chef de l'Etat durant la période de transition. La CEN a ainsi nommé Liamine Zeroual en tant que «président de l'Etat». Puis intervint la nomination d'un gouvernement présidé par Mokdad Sifi et l'installation d'une Assemblée législative dénommée Conseil national de transition (CNT) qui a élu Abdelkader Bensalah en tant que président.

## L'espoir de l'ouverture démocratique et de l'alternance au pouvoir

C'est dans ce contexte que Liamine Zeroual, élu président de la République en 1995, avait fait adopter, par référendum, en 1996, une révision de la Constitution de 1989. La Constitution de Zeroual précise que le peuple est source de tout pouvoir (art. 6), que l'abus d'autorité est réprimé par la loi (art. 22), que l'impartialité de l'administration est garantie par la loi (art. 23), que les libertés fondamentales et les droits de l'homme et du citoyen sont garantis (art. 32), que la liberté de conscience et la liberté d'opinion sont inviolables (art. 36), etc. La Constitution de 1996 confirme

**L'Etat algérien persiste à brimer, à opprimer et à bafouer les partis politiques à travers des décisions et des lois. En effet, les dispositions et les conditions pour créer un parti politique sont telles qu'il est devenu impossible de fonder un nouveau parti politique. Et si, par hasard, un parti politique parvenait à réunir les conditions exigées par la loi pour exister et obtenir un agrément, alors le ministre de l'Intérieur peut l'interdire sans aucune explication et sans aucun recours possible. Ainsi va le régime présidentiel dans notre pays.**

également la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire ainsi que la liberté de création de partis politiques, la liberté de créer des syndicats, la liberté de créer des associations et la liberté de l'information, entre-autres. Comme elle édicte également :

- Que le président de la République est élu pour un mandat de cinq (5) ans renouvelable une seule fois (art. 74) ;

- Que le président de la République dispose de très larges pouvoirs et de nombreuses prérogatives (art. 77 et 78 notamment). Certainement trop de pouvoirs et de prérogatives. Ce fut l'erreur du président Liamine Zeroual de ne pas avoir pris toutes les dispositions nécessaires pour garantir un plus grand équilibre entre les deux institutions exécutives

(Présidence et chef-ferie du gouvernement), même si cela pouvait s'expliquer par la situation conflictuelle interne de notre pays et par le fait que ce dernier n'était pas mû par une stratégie pour se maintenir au pouvoir ;

- Que le chef du gouvernement présente les membres

du gouvernement qu'il choisit au président de la République qui les nomme. Et que ce dernier soumet son programme à l'approbation de l'Assemblée populaire nationale (APN.)

## L'avènement du pouvoir actuel

Le président Abdelaziz Bouteflika, dans sa volonté d'instaurer un régime présidentiel fort, a introduit des modifications et a fait des interprétations à certaines dispositions de la Constitution. Qu'on les considère comme légales ou illégales, qu'on les considère comme constitutionnelles ou inconstitutionnelles, leurs résultats sont contre-productifs, car les citoyens ont l'impression d'un gouvernement personnel, voire personnalisé. Il est vrai que tout responsable disposant de pouvoirs va «au bout de ses pouvoirs». Mais en démocratie, aucune institution, fut-elle la présidence de République, ne peut s'accaparer une autre institution, la contourner ou l'ignorer. Comme aucune démocratie ne peut se satisfaire d'une élection plébiscitaire ou référendaire. Dans la Constitution de Bouteflika de 2009, un certain nombre de dispositions ont été modifiées. Ainsi, l'alternance au pouvoir a été invalidée à travers la non-limitation des mandats présidentiels, et le chef du gouvernement est devenu un Premier ministre qui ne choisit pas ses ministres et qui n'a pas de programme à soumettre à l'appréciation du Parlement.

Le président de la République a un programme d'un candidat aux élections présidentielles, mais qu'il ne soumet pas, non plus, à l'appréciation de l'Assemblée populaire nationale ; il nomme le Premier ministre qu'il veut ; il nomme les ministres qu'il veut, qu'ils soient issus de la majorité ou non, qu'ils soient issus du Parlement ou non. Sommes-nous dans une répu-

Par Abdelkrim Seddiki, ancien  
membre du CNT  
abdelkrimseddiki@hotmail.fr

blique démocratique ou sommes-nous dans une monarchie républicaine tempérée ?

## Les échecs répétés du régime présidentiel

Depuis l'indépendance de notre pays, toutes les révisions constitutionnelles ont eu pour point commun l'instauration de régimes présidentiels successifs qui n'ont pu aboutir ni à une bonne gouvernance ni à mettre fin aux différentes déviations qui ont pris naissance dans l'exercice du pouvoir au sein du régime présidentiel. Le régime politique que nous devons choisir — en aucun cas le régime présidentiel compte tenu de l'expérience vécue — doit permettre la résolution de certains nombre de problèmes auxquels le pays est confronté :

1 - Le rétablissement de la confiance indispensable entre les citoyens et l'Etat, entre les citoyens et les institutions, et entre les citoyens et la politique à travers un processus de légitimation des institutions, en agissant pour octroyer la légitimité nationale incontestable et la plus large à toutes les instances. La légitimité nationale n'est ni la légitimité populaire ou de masse, qui ignore l'Algérien et le citoyen, ni la légitimité historique, qui est un droit d'aïnesse déguisé, un mandarinat et un pouvoir tutélaire, ni la légitimité révolutionnaire qui est dépassée et condamnée par l'histoire.

2 - L'incompréhension par les Algériens, de leur rôle, de leur mission et de leur vocation en tant que citoyens, libres et responsables, d'être les artisans de leur destin. Nous devons leur faire sentir, voir et comprendre que le système démocratique à travers le processus électif et l'utilisation du bulletin de vote leur permettra de choisir les hommes et les partis politiques qui les représenteront, et qui mèneront les actions politiques répondant à leurs désirs et à leurs volontés.

3 - La réduction et l'élimination des dogmes (principes incontestables, vérités absolues, certitudes) et des sophismes (faux raisonnements, leurres, aberrations) fondateurs des différents régimes présidentiels autoritaires, qui agissent comme des «mythes incapacitants».

Ces «mythes incapacitants», comme les rumeurs, sont des choses fausses considérées comme vraies par tous, qui agissent sournoisement. Ils annihilent la volonté de nombre de nos citoyens ; ils perturbent nos villes et nos campagnes ; ils embrouillent notre jeunesse ; ils corrompent nos administrations ; ils perturbent le fonctionnement de notre justice ; ils démoralisent le secteur de l'économie et des affaires ; ils troublent les acteurs politiques et brouillent le «débat en ce qu'il pourrait avoir de démocratique, de contradictoire, de lucide, de clairvoyant, de responsable et d'honnête».

- Le premier mythe est celui du «DRS partout», de «la main invisible» et de «qui est derrière qui ?», qui déciderait de tout sur le plan politique, économique, financier et en ce qui concerne la nomination des responsables ; il agit dans l'ombre et il est derrière tout et tous. Belle excuse qui permet de dégager notre responsabilité personnelle, pour expliquer et justifier les dépassements et les échecs de toutes sortes. Quant aux réussites et aux victoires, nous ne les devons, bien entendu, comme par hasard, qu'à notre propre volonté et à notre propre génie. Ce mythe

**Le pouvoir exécutif est confié à un gouvernement composé de ministres et placé sous l'autorité d'un Premier ministre où d'un président du Conseil. Ce cabinet agit dans la collégialité et la solidarité ; il détient son autorité d'une investiture accordée par le Parlement devant lequel les ministres sont solidairement responsables. Ainsi, le gouvernement investi par le Parlement assume ses fonctions sous le contrôle de ce dernier et sous l'arbitrage du peuple.**